

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 05/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **FULCHIRON INDUSTRIELLE**

Chemin de St Eloi  
91720 MAISSE

Références :  
Code AIOT : 0018100044

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2022 de la carrière FULCHIRON INDUSTRIELLE implantée aux lieux-dits "Le Brugas", "Les Combes" et "La Coste et Les Terriers" sur les communes de 30700 VALLABRIX et 30700 ST VICTOR DES OULES. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée afin de vérifier la mise en oeuvre des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n°20022-034-DREAL du 5 août 2022 concernant les dispositions à prendre en période de secheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FULCHIRON INDUSTRIELLE
- Le Brugas, Les Combes et La Coste et Les Terriers 30700 VALLABRIX
- Code AIOT : 0018100044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de Vallabrix exploitée par la société FULCHIRON INDUSTRIELLE est une carrière de sables siliceux destinés à des applications principalement industrielles. Cette carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 18 janvier 2019 pour une production maximale annuelle de 575 kt pour une durée de 15 ans, jusqu'au 24 juillet 2033.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en oeuvre des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2022-034-DREAL du 5 août 2022

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Seuil des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 1	/	Sans objet
2	Actions de lutte en situation de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a correctement mis en place les mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral du 5 août 2022. L'inspection ne relève pas d'anomalie dans l'application des mesures et ne propose aucune suite à cette visite.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Seuil des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements autorisés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un bilan des prélèvements journaliers effectués depuis le 5 août 2022. Les résultats montrent une conformité des débits prélevés. A noter cependant, la date du 10 août 2022 qui présente une valeur de 30,3 m3/h pour un seuil à 30 m3/h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Actions de lutte en situation de secheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités organisationnelles mises en place
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement. Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse. L'information sur les zones d'alerte (sous bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <a href="https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/">https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/</a> . Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place les mesures organisationnelles afin de respecter les limitations de prélèvement d'eau que ce soit auprès du personnel ou dans l'organisation de l'activité. Il examine diverses pistes d'amélioration de la consommation d'eau essentiellement à partir des possibilités de récupération ou recyclage des eaux utilisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite